



Yverdon-les-Bains, le 6 mars 2025

À l'attention des Parlementaires des Chambres fédérales

## Candidature au Conseil Fédéral – Élection du 12.03.2025 Pour une Suisse Souveraine et Transparente

[www.swisscorruption.info/candidature-cf](http://www.swisscorruption.info/candidature-cf)

Madame, Monsieur,

À la suite du dépôt de ma candidature adressée aux Président-e-s des deux Chambres selon le lien cité plus haut, le Secrétaire général de l'Assemblée fédérale m'a informé que vous ne recevez pas les candidatures individuelles et que ce n'est que le jour de l'élection que vous avez la « possibilité » de consulter lesdites candidatures auprès du secrétaire général... Voilà une règle qui reflète bien la dégénérescence programmée de notre Démocratie suisse... !

Cette élection sera toutefois particulière, puisque je me présente et qu'elle pourrait impliquer une responsabilité civile sur chacun de vous, si le jeu de la corruption et du « Monopoly à la Suisse » devait se poursuivre... <https://swisscorruption.info/monopoly> / <https://swisscorruption.info/credit-suisse> <https://swisscorruption.info/crimes-d-etat> / <https://swisscorruption.info/browder>

En fonction du candidat élu, au lendemain du 12 mars 2025 je pourrais être contraint de déposer officiellement des réserves civiles à l'encontre de tous les membres des Gouvernements et Parlements Fédéraux et Cantonaux à titre personnel et individuel et solidairement entre eux. L'État ne sera que subsidiairement responsable.

Soyez assurés qu'il ne s'agit nullement d'une contrainte ou d'une quelconque menace, mais qu'en fonction de la **motivation de ma candidature** que vous pouvez consulter sur le lien cité dans l'entête, nous n'allons plus tolérer de vous laisser agir impunément contre les intérêts des Victimes et contre le Peuple suisse que vous contribuez à escroquer sans retenue. Le récent rapport rendu par la Commission d'Enquête Parlementaire (CEP) dans l'affaire CREDIT SUISSE, est significatif de la dégénérescence de l'État de Droit et de la Démocratie au profit d'une Oligarchie nauséabonde que vous contribuez à entretenir. Voir notre contre-rapport : <https://swisscorruption.info/rapport-cep>

Le Parti **PDC / Le Centre** a été complice dès la première heure en 1992, de la gigantesque escroquerie des royalties sur les brevets FERRAYÉ, dans le cadre de « L'Affaire de Genève ». Flavio COTTI alors Conseiller fédéral, était présent lors de la vente des brevets qui a généré en **1992 quelque USD 4'700 milliards**, y compris les USD 100 mia pour l'extinction des puits de pétrole en feu au Koweït... <https://swisscorruption.info/pdc/#cotti> / <https://swisscorruption.info/historique>.

L'escroquerie a commencé en 1991 et 1992 et en grande partie par l'entremise des banques suisses et tout particulièrement BPS/SVB – SBS/SBV – Kreditanstalt/CS – SBG/UBS (voir le lien CREDIT SUISSE plus haut). Christoph BLOCHER est probablement le banquier « politicien » qui en a tiré le plus gros profit, puisque cette manne financière lui a permis de faire construire 117 usines en Chine comme il le déclare lui-même dans la vidéo suivante : <https://swisscorruption.info/blocher/#chine>. Inutile donc de chercher d'où est venu le financement de l'UDC et la source de sa fortune. Comme Ministre de la Justice, il a pu ensuite étouffer quelques scandales bancaires... Notenstein, Bank am Bellevue, etc. Comme il l'a aussi déclaré, *c'est difficile de faire de la politique quand on a des secrets...* <https://swisscorruption.info/blocher/#secrets> .

Le lien suivant, met en évidence la corruption de TOUS les Conseillers fédéraux en place depuis qu'a commencé l'opération de blanchiment des royalties <https://swisscorruption.info/politique-corruption>.

La privatisation des Régies fédérales n'a pas échappé à la corruption et au blanchiment au sein même de l'État : <https://swisscorruption.info/ps2/#beti> / <https://swisscorruption.info/la-poste>, etc.

Micheline CALMY-REY (**PS**) qui n'avait siégé que 5 ans dans un Gouvernement cantonal et jamais à Berne, a été propulsée Conseillère fédérale après avoir fait la preuve de sa capacité à maîtriser l'escroquerie et le blanchiment des royalties. <https://swisscorruption.info/ps/#calmy-rey>.

Les membres de l'élite politique suisse pouvaient donc compter sur elle pour préserver leur impunité... Le Ministère Public de Genève et toute la Magistrature, sont corrompus depuis 1991 au moins et ils ont été directement impliqués par le Procureur général Bernard BERTOSSA, en **complicité avec FedPol...** <https://swisscorruption.info/app10/#senn> / <https://swisscorruption.info/fedpol/#senn>  
<https://swisscorruption.info/mpc/#procs> / <https://swisscorruption.info/geneve-corruption/#bbtossa>

La politique suisse actuelle n'est plus qu'un panier de corrompus et d'escrocs qui méprisent le Peuple et abusent de leur Autorité pour escroquer les Citoyens ! Le Conseiller National vice-Président du PDC, l'avait dit en d'autres mots en 2006 déjà... <https://swisscorruption.info/debuman>.

Quand on prend connaissance du lien concernant l'Ancien Conseiller National vice-Président du PLR, on comprend pourquoi les Chambres fédérales dont 20 % des membres sont Avocats ou Juristes, n'ont jamais accepté que la FINMA s'intéresse à leurs activités <https://swisscorruption.info/luescher>

Escroqueries, abus d'autorité, le DDPS semble à la dérive et il n'y a rien d'étonnant quand l'on sait que le poisson pourrit toujours par la tête... C'est immuable ! Je ne vais pas reprendre ici la biographie de Viola AMHERD, vous disposez de ces informations sur le lien politique-corruption plus haut. Cependant, je ne peux pas passer sous silence que c'est elle qui a engagé le Chef des Armées Thomas SUESSLI et que tout démontre qu'il a été mis en place en fonction de son passé dans le blanchiment des royalties... <https://swisscorruption.info/pdc/#suessli>.

Dès lors, quand je lis que le Colonel EMG Stefan HOLENSTEIN a exigé de pouvoir auditionner les candidats, je considère cette démarche comme une preuve supplémentaire, que l'Armée suisse et ses sociétés, contribuent au blanchiment toujours en cours des royalties... Il suffit pour cela de consulter les 61 sociétés enregistrées au Registre du commerce, dans lesquelles apparaît le nom du Colonel HOLENSTEIN <https://swisscorruption.info/cs-ubs/rc1.pdf>, même si ces sociétés ne sont pour la plupart plus actives... Par ces auditions, je comprends que le gradé de l'Armée suisse a voulu s'assurer que les corrompus au sein de nos corps d'armées, garderont leur impunité au cas où l'un des deux candidats serait élu. Je peux vous assurer que ce ne sera pas le cas avec moi et que ma première enquête sera réservée au Colonel Stefan HOLENSTEIN !!! À noter que le fichier précité a été tiré sur le seul critère des membres de la FINMA, ce qui démontre que le Conseil Fédéral qui nomme les membres de l'Autorité de surveillance, joue aux Gendarmes et aux Voleurs !

Pour en revenir à l'Armée, il est temps de mettre de l'ordre dans les rangs du DDPS et de placer devant leurs responsabilités, TOUS ceux qui auront usé de leurs pouvoirs ou n'auront pas respecté le cahier des charges de leur fonction. Des têtes vont tomber, c'est certain quand l'on constate l'amateurisme et le gaspillage des fonds publics. Les Coupables doivent payer !

En conclusion, je demande donc à l'Assemblée fédérale de m'élire pour le bien du Pays, même si l'une de mes premières mesures, au terme de la cession de printemps, sera de demander au Conseil Fédéral de dissoudre l'Assemblée fédérale pour la reconstruire dans les 4 à 6 mois. C'est le seul moyen pour exclure TOUS ceux qui placent leurs intérêts personnels avant ceux des Citoyens et des Institutions. Il faudra montrer patte blanche pour y revenir et les critères seront sévères.

Ensuite, le Conseil Fédéral démissionnera en bloc, pour être réélu par la nouvelle Assemblée fédérale.

Je suis convaincu que dans l'Assemblée actuelle, des gens sains existent et j'espère qu'ils présenteront leur candidature à une nouvelle élection. Leur présence sera indispensable pour l'introduction et la formation des nouveaux Élus.

Agréez, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Marc-Etienne Burdet  
Yverdon-les-Bains

